

Région du Sud-Ouest,
Service du Matériel et de la Traction

303LM21/11
(1939 - 1960)

Dossier XV bis XVII 1

Rehraités Requis

Réquisition, Dispositions réglementaires

S.N.C.F

Paris, le 1^{er} septembre 1939

REGION DU SUD-OUEST

COMMISSION DE REGION

Service du Matériel
et de la Traction.

Monsieur,

Je vous informe que, par application des prescriptions de l'art. 2 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (1) et des articles 1, 14 et 31 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre (2), vous restez à la disposition de la Société Nationale des Chemins de fer français pendant une période de cinq ans à compter du date de votre admission à la retraite, pour y être employé à titre de requis civil.

En conséquence, vous êtes susceptible de recevoir, suivant les besoins, une convocation spéciale qui vous précisera la date et le lieu où vous aurez à vous mettre à la disposition de la S.N.C.F.

Il convient donc que, par retour du courrier (en me confirmant votre adresse actuelle ou en me donnant l'adresse à laquelle toute convocation devrait vous être adressée), vous m'avisiez que vous avez pris note de la présente lettre et que vous vous tenez prêt à déférer sans délai à toute convocation.

Si un cas d'incapacité physique absolue vous empêchait de rejoindre votre poste, vous auriez à m'en aviser d'urgence".

Recevez, Monsieur, mes salutations.

/ Le Directeur de l'Exploitation
Commissaire Technique de la Commission Régionale

Le Chef du Service

EXPLICATIONS DES RENVOIS DE LA PAGE 1

(1) EXTRAIT DE L'ARTICLE 2 DE LA LOI DU 31 MARS 1938
SUR LE RECRUTEMENT DE L'ARMÉE.

"... Tout français du sexe masculin non soumis aux obligations de la présente loi pourra être individuellement convoqué au titre de requis civil, hors le cas d'incapacité physique absolue, pour être employé en temps de guerre aux services administratifs et économiques".

(2) EXTRAITS DE LA LOI DU 11 JUILLET 1938 SUR L'ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA NATION POUR LE TEMPS DE GUERRE.

Article 1er - Les mesures destinées à passer de l'organisation pour le temps de paix à l'organisation pour le temps de guerre sont prévues dès le temps de paix.

L'exécution de tout ou partie de ces mesures peut être ordonnée, soit dans le cas d'agression manifeste mettant le pays dans la nécessité de pourvoir à sa défense, soit dans les cas prévus par le pacte de la Société des Nations, soit en période de tension extérieure lorsque les circonstances l'exigent. Dans le même temps, la Société des Nations est saisie du litige.

Article 14 - Les personnes titulaires d'une pension de retraite ayant appartenu à un titre quelconque aux administrations de l'Etat, des départements ou des communes, ainsi qu'aux services publics, concédés ou non, sont maintenus à la disposition de l'administration ou du service dont elles faisaient partie pendant une période de cinq ans à compter de la date de leur admission à la retraite, sous réserve de remplir les conditions d'aptitude physique et intellectuelle nécessaires. Les sanctions prévues au cinquième alinéa de l'article 31 ci-après leur sont applicables.

Article 31 - A la mobilisation ou dans les cas prévus à l'article 1er de la présente loi, quiconque n'obéit pas à un ordre régulier de réquisition ou abandonne le service public, établissement ou entreprise soumis à réquisition auquel il est personnellement requis est passible d'une peine de six jours à cinq ans d'emprisonnement.

Ronéo

12

admis
multiples
clairement

MESSAGE DU CHEF DU SERVICE
AUX CHEFS D'ARRONDISSEMENT ET DES ATELIERS

Envoyez immédiatement à tous les agents retraités depuis 5 ans qui n'ont pas été déjà rappelés, la lettre ci-après:

au recto

"Je vous informe que, par application des prescriptions de l'art. 2 de la loi du 11 mars 1938 sur le recrutement de l'armée (1) et des articles 1, 14 et 31 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre (2), vous restes à la disposition de la Société Nationale des Chemins de fer français pendant une période de cinq ans à compter du date de votre admission à la retraite, pour y être employé à titre de requis civil.

En conséquence, vous êtes susceptible de recevoir, suivant les besoins, une convocation spéciale qui vous précisera la date et le lieu où vous aurez à vous mettre à la disposition de la S.N.C.F.

Il convient donc que, par retour du courrier (en me confirmant votre adresse actuelle ou en me donnant l'adresse à laquelle toute convocation devrait vous être adressée), vous m'avisiez que vous avez pris note de la présente lettre et que vous vous tenez prêt à déférer sans délai à toute convocation.

Si un cas d'incapacité physique absolue vous empêchait de rejoindre votre poste, vous auriez à m'en aviser d'urgence"

au verso

reproduire le verso "Explication des renvois de la page 1" de la lettre dont 16 exemplaires ont été joints à ma lettre au Secret du 26 août 1939.

Copie aux Chefs d'Arrondissement: ORLANS.MONTLUCON.TOURS.
BRIVE.BORDEAUX.TOULOUSE.BELIERS.
aux Chefs des Ateliers: TOURS.PERIGUEUX.BORDEAUX
en confirmation de mon message de ce jour.

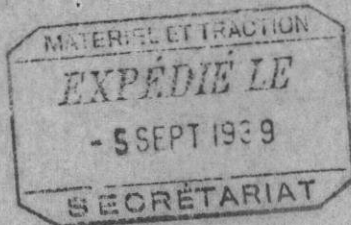
Copie aux Chefs de Divisions et Subdivisions:
D. E. I. F. H. A. C. P
à titre d'avis.

Paris, le 30 août 1939
LE CHEF DU SERVICE
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION.

Sign. Schum

Minute

Pa.



PARIS, le 5 Septembre 1939.

Monsieur l'Ingénieur Chef des Ateliers de TOURS.

- UTILISATION D'AGENTS RETRAITES -

(Suite à votre lettre Ap du 31 Août 1939)

Les instructions données visent uniquement les agents admis à la retraite, à l'exclusion des agents réformés.

La réquisition du personnel des Chemins de fer s'applique aussi bien au personnel féminin qu'au personnel masculin.

Aucune limite d'âge maximum n'a été fixée; par conséquent, tous les agents ayant quitté la Compagnie depuis moins de 5 ans sont réquisitionnables, quel que soit leur âge.

LE CHEF DU SERVICE
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION.

Signé : CARDON

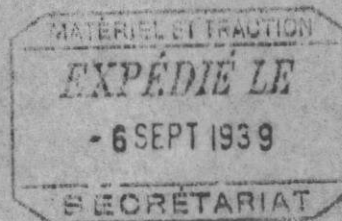
Copie pour :

Monsieur le Chef d'Arrondissement de la Traction à :
ORLÉANS, MONTLUÇON, TOURS, BRIVE, BORDEAUX, TOULOUSE, BEZIERS.
Monsieur l'Ingénieur Chef des Ateliers de :
NIMES, PERIGUEUX, BORDEAUX.
Monsieur le Chef de Division et Subdivision :
C.E.P. - D - I - H - A.R.P.

PARIS, le 5 Septembre 1939.

L'INSPECTEUR PRINCIPAL
Chargé du Service Général
(Personnel)

Signé : Lacroix



N° de N° 12200

Fiche de communication téléphonique

Appelant : *dept de Paris* Date : *5/9/37*

Appelé : *M. Lacroix* Heure :

(1) Etablissement, Arrondissement, Service.

10.000 ex. in-8 carré bulle 56 gr. — Gaillac, Harvey — 61.170-1-36

OBJET DE LA COMMUNICATION

*Parmi les agents subits réquisitionnés
Ceci. Parvient aux de voir d'arriver.
Sont à charger pour les différents.*

SUITE DONNÉE

*Le jour même si nos agents
sont de force de rester à 8 heures.*

*Le 5/9/37
dept de Paris*

Signature :

PARIS, le 5 septembre 1939



Monsieur GARDON,

Je vous confirme que les affectés spéciaux détachés dans les usines de guerre sont, jusqu'à nouvel ordre, à maintenir dans les usines de guerre.

D'autre part, les retraités passibles de réquisition et qui sont en service dans les usines de guerre doivent également jusqu'à nouvel ordre être maintenus dans ces usines.

signé: EPINAY

Pa

Copie pour MM. les Chefs d'arrondissement de la Traction à :
ORLÉANS; MONTLUÇON. TOURS. BRIVE. BORDEAUX.
TOULOUSE. BEZIERS

Copie pour M. l'Ingénieur Chef des ateliers de TOURS. FERRIGUEUX. BORDEAUX.

Copie pour C.B.F. - D - H - I - A.B.P.
BORDEAUX, le 13 septembre 1939

*M. Vau
14. 9. 39*

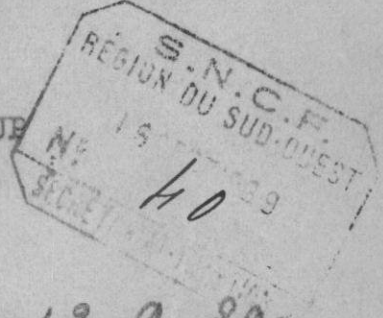
C. Villardet-Richard

Original remis à l'Intendant Militaire Agent détaché

II 809 XV XVII 1
ex à échange avec
14 septembre 1939 II 3-
K21

P
16.9.39

Monsieur DREYFUS
Monsieur BOUTELOUP
Monsieur CARDON
Monsieur VIEL
--



Un certain nombre de retraités tenus de reprendre du service à la S.N.C.F. n'ont pu être touchés.

Il devra être prescrit au payeur des pensions de retraite, lorsque les intéressés se présenteront pour toucher leur pension, de ne leur payer leur quartier de pension que contre émargement par l'intéressé du récépissé d'un avis lui indiquant ses obligations vis-à-vis de la S.N.C.F. et lui prescrivant ce qu'il a à faire.

resté réglé par lettre de M. Cardon
As du 16/9.39



Am

COPIE pour M.le Chef d'arrondissement de la Traction
à ORLEANS MONTLUCON TOURS BRIVE BORDEAUX
TOULOUSE BEZIERS

COPIE pour M.l'Ingénieur Chef des ateliers
de TOURS PERIGUEUX BORDEAUX

Pour prendre note et m'indiquer par retour du courrier
les noms des retraités que vous auriez convoqués pour
reprendre du service dans un poste déterminé et qui auraient
refusé ou n'auraient pas répondu à votre lettre de
convocation. Pour chacun de ces retraités, vous m'indiquerez
l'adresse du Parquet dont ils dépendent en m'adressant,
après l'avoir remplie, la formule prévue.

COPIE pour C.E.F. - D - H - I . A.B.P

Paris, le 19 septembre 1939
L'INSPECTEUR PRINCIPAL ADJOINT
DU SERVICE GENERAL

RC 21

SECRET

282

Etat "Néant"
adressé à A.M. le 22.9.39

le motif
invoqué sera
indiqué

PA. Bh/C.I4.9.39

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central
du Personnel

1^o Division

N° 2226 A/39

PARIS, le 15 Septembre 1939.

XV

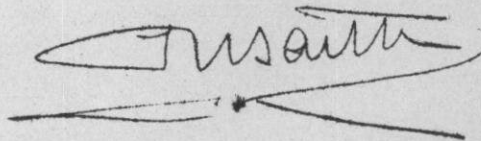
Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux
Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Il m'a été signalé que certains agents retraités rappelés en service en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi du 11 Juillet 1938 n'ont pas répondu à la convocation qui leur a été adressée.

Je vous prie de noter qu'il y a lieu de signaler les intéressés au Parquet dont dépend leur domicile.

- 1 -
Vous aurez, à cet effet, à utiliser la formule ci-contre qui devra être signée de M. le Commissaire Militaire de Région (ou de M. le Commissaire Militaire de la S.N.C.F. pour le Secrétariat Général, les Services Centraux ou les Compagnies).

Le Directeur du Service Central P.



T.S.V.P.

Monsieur le Procureur de la République,

J'ai l'honneur de déposer entre vos mains une plainte contre M....., agent retraité de la S.N.C.F., domicilié à..... qui s'est refusé à obéir à l'ordre de rappel le concernant, signifié en vertu de l'article 14 de la Loi du 11 Juillet 1938.

D'après ce texte, toute personne titulaire d'une pension de retraite, ayant appartenu à un service public concédé, est, en cas de mobilisation, maintenue à disposition du service dont elle faisait partie, pendant une période de 5 ans, à compter de la date de son admission à la retraite.

Le refus de se mettre à disposition après en avoir été requis est sanctionné par l'article 31 de la même loi, dernier alinéa, modifié par l'article 1 du décret du 1^{er} Septembre 1939.

En l'espèce, M....., ancien employé de la S.N.C.F. avait été mis à la retraite le....., donc moins de 5 ans avant la mobilisation. Invité à se mettre à la disposition de la S.N.C.F. le....., il s'y est refusé et s'est rendu ainsi coupable de l'infraction punie par l'article 31.

J'ai en conséquence l'honneur, Monsieur le Procureur de la République, de demander que les poursuites prévues par la loi soient exercées contre M.....

Le Commissaire Militaire

82
S.N.C.F.

Région du SUD-OUEST

Le 26 septembre 1939

Direction de l'Exploitation

Monsieur CARDON,

La question s'est posée de savoir ce que nous devons faire quand nous trouvons des retraités réquisitionnés pour les besoins d'autres services.

En principe, la réquisition au chemin de fer prime les autres réquisitions en vertu du principe qu'une réquisition d'ordre général a la priorité sur une réquisition spéciale.

Toutefois, il ne faut pas, à cet égard, être tout à fait absolu; il faut nous incliner devant certaines réquisitions vraiment utiles et qui mettraient le service en mauvaise posture si nous réclamions le retraité.

A cet égard, il est recommandé de ne pas requérir les services de retraités qui sont maires de leur commune, lorsque la cessation de ces fonctions municipales serait de nature à préjudicier l'administration de la commune.

Signé : EPINAY

Am COPIE pour MM. les Chefs de Divisions et Subdivisions
C.E.F. - D - I - A.B.P.
- - MM. les Chefs d'arrondissement de la Traction
à ORLEANS. MONTLUCON. TOURS. BRIVE
BORDEAUX. TOULOUSE. BEZIERS.
- - MM. les Ingénieurs Chefs des ateliers de
TOURS. PERIGUEUX. BORDEAUX

28-9-39

CARDON

Bh.C.

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS de FER FRANÇAIS

PARIS, le 3 Octobre 1939.

Service Central
du
Personnel

1^{ère} Division

P 2303/39

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,
Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Par lettre N° 2191 A/39 du 1^{er} Septembre 1939, je vous ai rappelé les dispositions de l'article 13 du Règlement d'administration publique du 28 Novembre 1938 d'où il résulte que tout agent est tenu, sans ordre spécial, de rester au poste qu'il occupe ou de rejoindre tout autre poste qui pourrait lui être assigné.

Je vous prie de prendre note que, sauf inaptitude physique ou intellectuelle, les agents qui atteindront la date fixée pour leur mise à la retraite, devront être immédiatement rappelés en service.

Le paiement de leur pension qui sera liquidée à la date prévue, sera suspendu; ils continueront à bénéficier de la rémunération nette dont ils bénéficiaient avant leur mise à la retraite.

Ils conserveront également jusqu'à nouvel ordre, pour eux-mêmes et leurs familles, les facilités de circulation qui leur étaient accordées en activité de service.

SERVICES ADMINISTRATIFS

Bureau du Personnel

PLB^e 353

Monsieur Cardon

Copie transmise, de la part de M. le
Directeur, à toutes fins utiles

Paris le 6 Octobre 1939

P LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS,

Le Directeur du Service Central P.

[Signature]

*M. Cardon
n'a indiqué que de nouveaux
indicateurs attachés au
service
19/10/39.*

bis 8 b
XV: II 80

117-7.10.39

XVII

Bordeaux, le 20 Octobre 1939.

Pa.

N O T E

- REQUISITION DES AGENTS S.N.C.F. RETRAITES -
(Loi du 11 juillet 1938)

A la date du 17 août dernier, M. le Chef du Service avait donné son accord sur une proposition faite par M. DETIENNE suivant laquelle le Bureau du Personnel serait chargé de distribuer aux retraités, sur les indications de Am, et, après accord avec les Divisions et Subdivisions, les formules réglementaires relatives à la réquisition en temps de guerre.

Le Bureau du Personnel a fait le nécessaire à ce moment pour les ex-agents retraités depuis moins de 5 ans du Service régional, les arrondissements et les ateliers ayant fait le nécessaire chacun en ce qui le concerne.

La question se pose de savoir comment il devra être Procédé à l'avenir

- pour les agents retraités qui seront maintenus en service
- pour ceux dont nous n'avons pas l'utilisation immédiate au moment de leur mise à la retraite, mais qui sont, néanmoins, susceptibles d'être requis.

Il semble qu'une nouvelle formule devrait être arrêtée pour aviser les agents de la 1ère catégorie de leur situation au regard des dispositions de la loi du 11 juillet 1938, aucune des deux formules jointes aux instructions du 17 août ne convenant à leur cas.

- pour les agents de la 2ème catégorie, la formule prévue par le message du 30 août dernier de M. le Chef du Service paraît pouvoir être maintenue.

Par ailleurs, il devrait être précisé qui devra envoyer les formules en question aux intéressés et à quel moment. La lettre du 17 août ci-dessus rappelée chargeait le Bureau du Personnel de ce travail, mais, en fait, ce sont les chefs d'arrondissements qui, jusqu'ici, ont fait le nécessaire et il semble bien qu'ils devraient continuer à le faire chaque mois après qu'ils auront eu connaissance par le Bureau du Personnel de la liste des agents qui, admis à la retraite au cours du mois suivant, devront être maintenus en service.

*Vu M. Detienne
le 20.10.39
Nous avons décidé complétement
de la question de retraite
Rien à faire*

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU SUD-OUEST

D. 47

- Situation du personnel
de la S.N.C.F. pendant la
durée des hostilités.

Messieurs les Chefs des Services EX-MT-VB

Le décret du 28 novembre 1938 a mis en état de réquisition l'ensemble du personnel des services concédés et, par conséquent, la totalité du personnel de la S.N.C.F.

Dans ces conditions, les agents du cadre permanent âgés de plus de 18 ans ne peuvent quitter librement leur emploi et leurs démissions doivent être normalement refusées.

Les auxiliaires sont également soumis aux dispositions susvisées du décret du 28 novembre 1938, et n'ont donc pas non plus le droit de quitter la S.N.C.F. de par leur propre volonté.

D'autre part, l'article 14 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre, fait, ainsi que je l'ai déjà rappelé, une obligation aux agents retraités de rester à la disposition de la S.N.C.F. pendant une période de 5 ans à compter de la date de leur admission à la retraite.

En application des dispositions réglementaires et législatives visées ci-dessus, seuls peuvent quitter le service du chemin de fer :

- les agents et les auxiliaires dont la S.N.C.F. désire se séparer dans l'intérêt du service;
- les agents réformés pour un motif de santé bien caractérisé;
- les agents rayés des cadres ou révoqués par mesure disciplinaire;
- les agents appelés ou rappelés sous les drapeaux;
- les retraités rappelés hors d'état physique ou intellectuel de rendre un minimum de services ou licenciés par mesure disciplinaire.

De plus, en raison de la guerre et du besoin qu'a la S.N.C.F. de l'effort de tous ses agents, il appartient aux dirigeants de placer chacun là où il est susceptible de rendre le maximum de services au chemin de fer et au pays.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION,

L. DUMAS.